Les Québécois réclament plus de transparence au MAPAQ

Un sondage Léger montre qu'ils souhaitent une meilleure divulgation des échanges avec l'industrie alimentaire.

Publié le 15 janv. 2025

4 min.



Photo: Valérian Mazataud Archives Le Devoir Des clients dans une épicerie de Montréal

FLORENCE MORIN-MARTEL

ARTICLE

Ajouter aux sources préférées sur Google

Pourquoi faire confiance au *Devoir* ?

Afin de mieux protéger leur santé, les Québécois réclament plus de transparence de la part du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). Environ quatre personnes sur cinq souhaitent une meilleure divulgation des collaborations et des échanges du ministère avec l'industrie alimentaire, selon un sondage Léger obtenu mercredi par *Le Devoir*.

« Souvent, les décisions économiques priment sur les intérêts de la population et leur santé. On a pu voir, par exemple, des investissements qui soutenaient la production d'aliments nuisibles pour la santé », affirme Charlène Blanchette, responsable des dossiers en politiques alimentaires au Collectif Vital. Ce groupe milite pour l'adoption de saines habitudes de vie au quotidien.

Le fait d'avoir un meilleur accès au contenu des rencontres entre le ministère et les acteurs de cette industrie permettrait à tous de « mieux comprendre comment notre système alimentaire au Québec peut parfois se faire influencer », ajoute celle qui est aussi nutritionniste.

Cette dernière souligne que la politique bioalimentaire du Québec, d'abord lancée en 2018, doit être renouvelée sous peu. Elle touche les activités et les produits des domaines de l'agriculture, des pêches et de l'aquaculture. Ce nouveau plan « va influencer ce qui va se trouver dans nos assiettes pour les dix prochaines années », résume M^me^ Blanchette.

Afin de connaître les attentes de la population concernant cette nouvelle politique, le Collectif Vital a mandaté la firme Léger pour réaliser un coup de sonde en ligne auprès de 1044 Québécois en novembre dernier. « Les résultats de l'exercice démontrent un appui majeur pour les mesures qui renforcent l'accès aux aliments sains », relève Charlène Blanchette.

PUBLICITÉ

Augmenter l'offre alimentaire saine

Ainsi, 83 % des Québécois sont favorables à ce que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation subventionne prioritairement les agriculteurs de manière à augmenter l'offre alimentaire québécoise saine et peu transformée. Les produits en question sont entre autres des fruits, des légumes, des légumineuses, des grains entiers et du poisson.

Lorsqu'on parle de financer davantage le développement de nourriture saine, il importe toutefois de bien définir ce que cela signifie, indique Charles-Félix Ross, directeur général de l'Union des producteurs agricoles. « Qui détermine ce qu'est un aliment sain et en fonction de quoi ? Il doit y avoir un grand débat à ce propos. »

« Il y a des aliments qui peuvent être sains, mais cela dépend de la façon dont on les apprête, on les consomme et en quelle quantité », ajoute M. Ross. Selon lui, il importe de faire davantage d'éducation à ce sujet.

INFOLETTRE

Le Courrier de l'économie

Les clés pour déchiffrer l'actualité, tous les lundis dans votre boîte courriel. Voir plus d'infolettres.

Courriel

M'inscrire

J'accepte de recevoir les communications par courriel du Devoir. Vous pouvez vous désinscrire à tout moment en cliquant sur le lien de désinscription au bas d'un de nos courriels. Politique de confidentialité.

Coupons et insécurité alimentaire

Avec l'insécurité alimentaire qui est en hausse, la population a soif de mesures lui permettant de se nourrir sainement et localement à bon prix, soulève Charlène Blanchette.

Selon le sondage, environ huit personnes sur dix sont d'ailleurs favorables à la mise en place d'un programme de coupons qui aiderait les familles à faible revenu à se procurer des aliments auprès de producteurs d'ici. « Ça viendrait renforcer la sécurité alimentaire, la santé et même l'économie locale », souligne la nutritionniste.

PUBLICITÉ

L'instauration d'une taxe sur les boissons sucrées pourrait servir à financer un tel programme de coupons, avance M^me^ Blanchette. Avec le système de santé qui est sous pression, il faut réfléchir à des mesures fiscales qui encouragent la prévention des maladies par le biais d'une saine alimentation, ajoute-t-elle.

Appelé à réagir au sondage, le MAPAQ soutient qu'il « mobilise les entreprises alimentaires à améliorer la qualité de l'offre de produits afin de favoriser une meilleure accessibilité à des aliments nutritifs aux Québécoises et aux Québécois ».

Il mentionne également avoir interrogé la population concernant l'actualisation de la politique bioalimentaire. Un bilan des consultations de l'hiver 2024 devrait être disponible sous peu en ligne. Les documents présentés lors des dernières rencontres annuelles du MAPAQ avec les partenaires impliqués dans la politique bioalimentaire se trouvent sur le site Web du gouvernement, ajoute le ministère.